



# CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION

DE LA COMMUNE D'OLLIOULES  
A LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU VAR

**ZONE AGRICOLE PROTEGEE**

**2022-2023**

Il est établi la convention d'attribution de subvention :

Entre d'une part,



La **Commune d'Ollioules**, représentée par son Maire, Monsieur BENEVENTI, agissant en cette qualité pour et au nom de ladite commune, autorisé par délibération du conseil municipal du 15 novembre 2021.

Ci-après dénommée « Ollioules »

Sise

7 Avenue du Général De Gaulle,  
83190 OLLIOULES  
SIRET : 218 300 903 000 18

Et,

D'autre part,



La **Chambre d'Agriculture du Var**, représentée en sa qualité de Présidente, par Madame Fabienne JOLY,

Ci-après désignée « CA83 »,

Sise

11 Rue Pierre Clément  
CS 40 203  
83006 DRAGUIGNAN CEDEX

Programme : 5

Code Activité : XXX

Il est convenu ce qui suit :

## Article 1. Objet de la convention

### A. Missions et ambitions respectives des parties

#### a. Les ambitions de la commune d'Ollioules

La ZAP est la traduction de la volonté politique de la Commune d'Ollioules de protéger et de valoriser ses zones agricoles. Elle souhaite ainsi limiter la spéculation foncière ou, tout du moins, la rétention volontaire de foncier à vocation agricole liée à l'espoir d'une évolution des documents d'urbanisme plus attractive et lucrative pour le propriétaire.

La ZAP permettra de donner une visibilité à long terme aux agriculteurs, tant pour le foncier que pour les sécuriser dans leur activité économique. Len effet, le dynamisme des filières et des exploitations agricoles présentes sur le territoire, la passion des jeunes agriculteurs, méritent d'être encouragés et soutenus.

Par ailleurs, la Commune d'Ollioules entend s'inscrire activement dans le Projet Alimentaire Territorial (PAT) porté par la Métropole.

#### b. La Chambre Départementale d'Agriculture du Var

La CA83 est un établissement public, au service des agriculteurs et des collectivités, investi d'une double mission :

- **une mission institutionnelle** : pour représenter et défendre les intérêts généraux de l'agriculture varoise,
- **une mission économique** : pour informer, conseiller, former et accompagner au mieux chaque agriculteur et les structures collectives agricoles dans la mise en œuvre de leur projet ; ainsi que les collectivités locales, dans la définition et la mise en œuvre de leur politique agricole territoriale.

### B. La volonté commune de s'engager

La Commune d'Ollioules possède une activité agricole très diversifiée et dynamique sur son territoire, mais fortement soumise à pression urbaine, en raison de sa situation périurbaine au sein de la Métropole Toulonnaise. Cette situation est à l'origine d'un phénomène de spéculation foncière qui s'exerce principalement sur les espaces agricoles du territoire. Forte de ce constat, en 2015, un travail a été engagé par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, en partenariat avec la CA83, pour recenser de façon exhaustive les espaces en friche, engager une animation foncière offensive sur ces espaces et les remettre en culture. Malgré les opérations engagées depuis 6 ans, les espaces agricoles subissent toujours la pression urbaine et le constat des friches agricoles est toujours présent. En parallèle de ces actions, le territoire Métropolitain a été labélisé par le Programme National Alimentaire pour son Projet Alimentaire Territoire, afin « d'assurer à la population l'accès à une alimentation saine, saine, diversifiée, de bonne qualité et en quantité suffisante, produite dans des conditions économiquement et socialement acceptables par tous, favorisant l'emploi, la protection de l'environnement et des paysages et contribuant à l'atténuation et à l'adaptation aux effets du changement climatique ». Cette labellisation est une opportunité pour le territoire de valoriser son potentiel agronomique, de s'inscrire dans une démarche de développement agricole et de développer l'économie agricole.

Ainsi, compte tenu du potentiel agronomique de ces terres, soucieuse de pérenniser la vocation des espaces agricoles communaux et de permettre la remise en culture des espaces en friche, la commune souhaite engager une réflexion sur l'opportunité de mettre en œuvre un outil de protection renforcé tel que la Zone Agricole Protégée (ZAP). Cette réflexion sera réalisée en collaboration avec les communes de Six-Fours et La Seyne sur Mer à l'échelle du bassin agricole et permettra d'avoir une visibilité de l'agriculture à long terme.

La commune désire pour cela s'appuyer sur l'expertise de la Chambre d'Agriculture du Var pour l'aider à mettre en place un outil d'intervention foncière tel que la Zone Agricole Protégée (ZAP) pour sécuriser à long terme le foncier agricole communal.

#### **OBJECTIFS ET FINALITES DE L'ETUDE OBJET DE LA CONVENTION**

- ⇒ Connaître de façon exhaustive l'agriculture du territoire
- ⇒ Mettre en place une Zone Agricole Protégée Intercommunale
- ⇒ Développer un projet agricole en lien avec le Projet Alimentaire de Territoire

## **Article 2. Description des missions de la Chambre d'Agriculture du Var**

Le travail de la Chambre d'Agriculture s'articulera en trois phases.

### ***Phase 1. Diagnostic Agricole du Territoire***

#### **a. Diagnostic foncier**

Sur la base du travail réalisé dans le cadre du SCoT Provence Méditerranée et celui sur les friches réalisé en 2015, ainsi que de la photo aérienne d'une part et d'un travail de terrain d'autre part, il s'agira de mettre à jour la cartographie de l'occupation agricole du sol de la commune par type de cultures : viticulture, grandes cultures, friche...

Ce travail de cartographie permettra d'avoir une meilleure connaissance de l'occupation des sols à l'instant T.

Le travail sur le potentiel foncier en friche ayant déjà été effectué dans le cadre de la convention foncière entre MTPM et la CA83, ce travail sera mis en avant pour compléter l'analyse.

La CA83 dans le cadre de son travail partenarial avec la SARL, fera appel à cette dernière afin d'avoir une analyse fine du marché foncier :

- Analyse des dynamiques du marché foncier avec étude de trois segments du marché (agricole/naturel, loisirs/agrément, espaces potentiellement aménageables) : surfaces et valeurs des transactions, les acteurs du marché, mobilité foncière... ;
- ⇒ analyse de la structure foncière : nature et structuration de la propriété foncière (nombre de comptes de propriétés, nombre de parcelle, nombre de biens non délimités, nombre de biens vacants et sans maitres,...) sur les différents secteurs agricoles de la commune.

- ⇒ **Avoir une vision exhaustive de l'agriculture à l'instant T**
- ⇒ **Avoir une connaissance des problématiques foncières du territoire**

#### **b. Diagnostic socio-économique**

Une réunion de concertation auprès de la profession agricole sera réalisée. Elle aura pour but d'expliquer la démarche de préservation du foncier agricole engagée sur le territoire intercommunal, d'explicitier la procédure ZAP et présenter un projet de périmètre d'étude.

Il sera préalablement défini un questionnaire d'enquête qui sera diffusé dans le courrier d'invitation à la réunion de concertation. Cette réunion sera co-animée par la CA83 et la commune. Le questionnaire permettra de recueillir différentes données sur les exploitations :

- Les caractéristiques des exploitations agricoles (statut, âge, production et foncier exploités, mode de faire valoir, mode de commercialisation, pratiques agricoles ...) ;
- Les projets agricoles collectifs et individuels ;
- La vision du territoire de la profession (besoins, perspectives, actions à engager...) ;
- Leur avis sur l'outil ZAP.

La CA83 assurera le traitement et l'analyse des données recueillies auprès des exploitations agricoles.

- ⇒ **Recueillir des données exhaustives sur les exploitations mais également sur leur devenir et projet : transmission du foncier pour les + de 55 ans, projet de diversification culturelle, projet d'agrandissement, ...**
- ⇒ **Inventorier les problématiques agricoles rencontrées par la profession en vue de les solutionner pour concourir à la dynamique agricole**
- ⇒ **Connaître l'avis des exploitants sur le projet de ZAP**

## ***Phase 2. Propositions d'intervention foncière et projet agricole***

### **Opportunité à la mise en place d'une ZAP ou autre outil de préservation du foncier agricole**

Au regard du diagnostic spatial, foncier et socio-économique, il s'agira, de définir l'opportunité de la mise en place d'une Zone Agricole Protégée et/ou autre outil d'intervention foncière à mobiliser. Parallèlement, seront identifiés des axes d'intervention pour développer et pérenniser l'agriculture communale.

La SAFER PACA et la Métropole Toulon Provence Méditerranée seront associées à cette réflexion.

- ⇒ **Définition de la stratégie foncière communale de préservation du foncier agricole en vue de sa pérennisation et des axes de développement agricole**

⇒ **Asseoir et projeter le Projet Alimentaire de Territoire sur la commune**

## ***Phase 3. Accompagnement de la commune lors des démarches administratives***

La CA83 réalisera le montage du dossier de ZAP et accompagnera la commune dans les diverses formalités :

- Constitution du rapport de présentation de la ZAP ;
- Accompagnement de la collectivité dans toutes étapes relatives à la mise en place de la ZAP (présentation du projet de ZAP au Conseil Municipal, accompagnement à la mise en place de l'enquête publique ...).

## **Article 3 : Gouvernance**

L'avancement des travaux et le rendu final seront présentés au Conseil Municipal, qui pourra inviter également les instances techniques ou collectivités partenaires locales (SAFER PACA, Département du Var, ...) le cas échéant.

Un élu de la Chambre d'Agriculture du Var sera également convié aux réunions d'avancement et de rendu.

La CA83, en accord avec la Commune, propose d'assurer le pilotage technique de ces réunions en veillant à la préparation des supports de présentation résultant des travaux réalisés. La Commune gardera à sa charge l'organisation logistique des réunions.

## Article 4. Budget prévisionnel de l'intervention de la Chambre d'Agriculture du Var

Le budget prévisionnel de l'intervention de la Chambre d'Agriculture du Var dans la présente convention s'élève à 11 550 €.

	En €
Phase 1 - Diagnostic agricole du territoire	6 496 €
Phase 2 - Propositions d'intervention foncière et projet agricole	2 166 €
Phase 3 - Accompagnement de la commune lors des démarches administratives	2 888 €
<b>TOTAL</b>	<b>11 550 €</b>
<i>Participation financière CA83 (10%) dont fonds CASDAR</i>	1 155 €
<b>TOTAL à la charge de la commune</b>	<b>10 395 €</b>
<b>TOTAL arrondi à la charge de la commune</b>	<b>10 300 €</b>

## Article 5. Modalités financières et de règlement

Au regard du budget prévisionnel, la commune s'engage à verser, à la Chambre d'Agriculture du Var, une subvention d'un montant 10 300 € sur présentation du bilan de la mission décrite dans la présente convention.

La Chambre d'Agriculture finance 10% du coût de son intervention.

### Modalités de versement :

- Le versement des phases 1 et 2 sera fait en fin d'année 2022 sur présentation du dossier de ZAP pour arrêt et du titre de recette ;
- Le versement de la phase 3 s'effectuera à la fin de la mission, en 2023, sur présentation du dossier de ZAP complet.

Les titres de recette et/ou factures seront déposés sur chorus pro comme la législation le prévoit (article 3 de l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014).

Le paiement des sommes prévues sera effectué par virement administratif sur le Compte CREDIT AGRICOLE - IBAN : FR76 1910 6000 1000 0855 8000 008.

## Article 6. Confidentialité

Hormis dans le cadre des actions de communication organisées dans le cadre du projet, les Parties s'engagent à conserver confidentielles, tant pendant l'exécution de la Convention qu'après la fin de celle-ci, les informations de toute nature auxquelles elles pourraient avoir accès dans le cadre de l'exécution des présentes. Elles s'engagent également à faire respecter strictement cette obligation par leurs personnels et sous-traitants éventuels.

Les données individuelles recueillies dans le cadre de la convention ne seront pas fournies par le producteur de la donnée pour des raisons de confidentialité sauf accord des enquêtés. Les données SIG produites par la CA83 dans le cadre du partenariat seront transmises à la commune en format JPEG et/ou PDF. L'utilisation ultérieure des données produites dans le cadre d'une autre réflexion ou études devra recueillir l'accord des deux parties.

## Article 7. Durée de la convention

Le travail des phases 1 à 3 pourra débuter à compter de janvier 2022 de la présente convention pour une durée de 18 mois selon le planning suivant :

- Phase 1 : 7 mois ;
- Phase 2 : à l'issue de la phase 1, 3 mois ;
- Phase 3 : à l'issue des phases 1 et 2, et jusqu'au terme de la convention.

La durée des travaux pouvant être amenée à être prolongée au vu des contraintes de calendriers des différents acteurs (saisonnalité des travaux agricoles, agendas politiques, crise sanitaire...).

## Article 8. Résiliation - Révision

a) En cas d'inexécution ou de violation, par l'une des Parties de l'une quelconque des dispositions de Convention, celle-ci pourra être résiliée unilatéralement et de plein droit par l'autre Partie, 30 (trente) jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet et ceci, sans préjudice de tous dommages et intérêts qui pourraient être réclamés à la Partie défaillante.

La présente Convention sera, en outre, résiliée automatiquement et de plein droit dans l'hypothèse où, notamment par suite d'une modification législative ou réglementaire la concernant ou concernant ses activités, l'une ou l'autre des Parties se trouverait dans l'impossibilité de tenir les engagements de la présente Convention.

b) La présente Convention pourra être révisée à tout moment, à la demande de l'une des Parties.

Toute révision de la présente Convention devra donner lieu à un avenant signé par chacune des Parties.



## Article 9. Tribunal compétent en cas de litige

En cas de contestations, litiges ou autres différends sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans le délai de deux mois. En cas de désaccord entre les parties, le tribunal administratif de Toulon, sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

Fait en deux exemplaires, à xxx, le xxx

Pour Ollioules

Pour la Chambre d'Agriculture  
du Var

Robert BENEVENTI  
*Maire*

Fabienne JOLY  
*Présidente*

Envoyé en préfecture le 22/11/2021

Reçu en préfecture le 22/11/2021

Affiché le

ID : 083-218300903-20211115-D11\_2021\_2\_3-DE





Périmètre d'étude

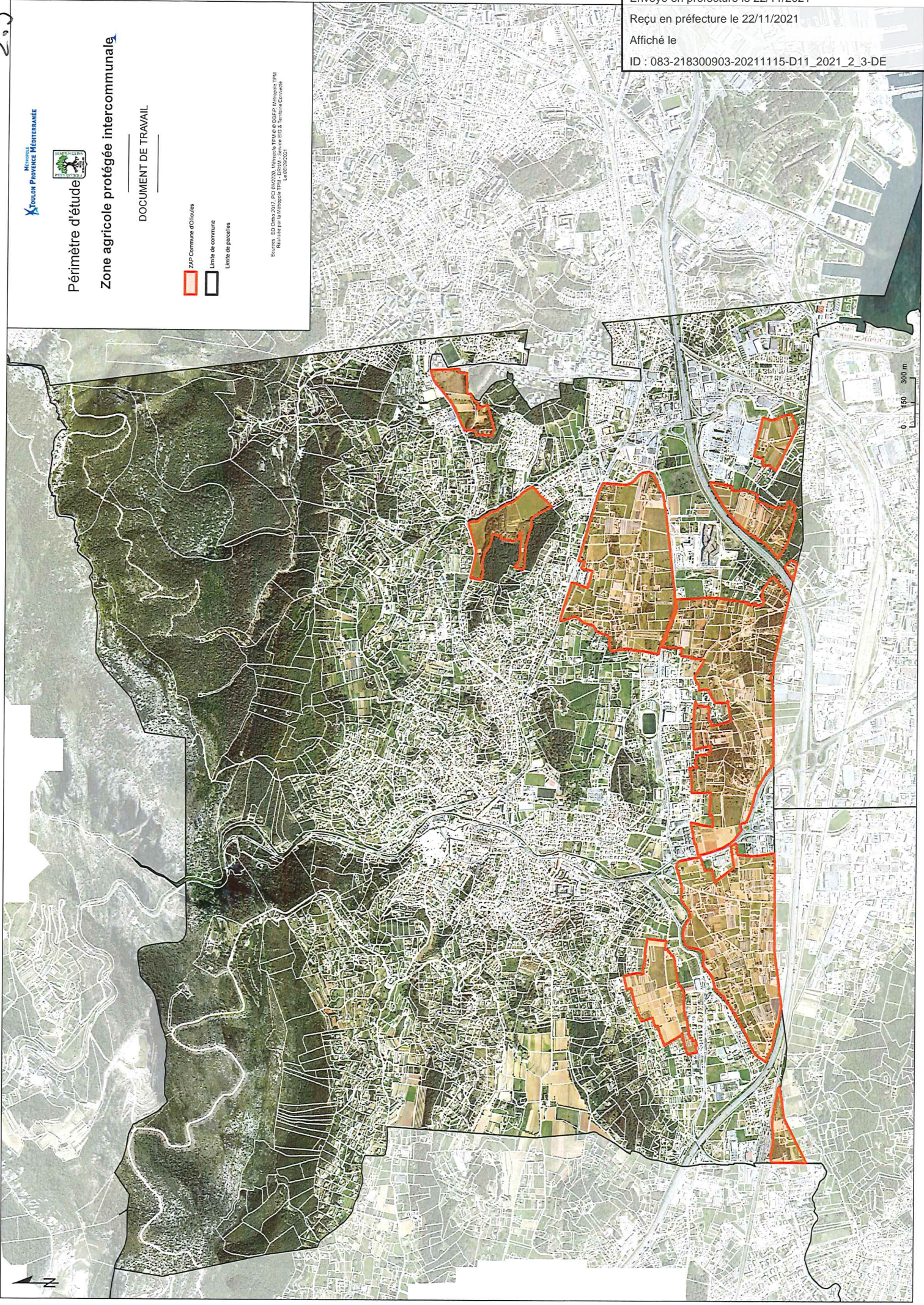
Zone agricole protégée intercommunale

DOCUMENT DE TRAVAIL

- ZAP Commune d'Olives
- Limite de commune
- Limite de parcelles

Source : BD Carthage 2017, PCI 03/03/2021, Mairie de TFM et © DGF, Mairie de TFM  
Réalisation par la Métropole TFM pour le Service SIO & Territoire Conjoint  
Le 03/03/2021

Envoyé en préfecture le 22/11/2021  
Reçu en préfecture le 22/11/2021  
Affiché le  
ID : 083-218300903-20211115-D11\_2021\_2\_3-DE





Envoyé en préfecture le 22/11/2021

Reçu en préfecture le 22/11/2021

Affiché le

ID : 083-218300903-20211115-D11\_2021\_2\_3-DE